

Pression Stratégique

Un Plan Directeur pour répondre à de nouvelles menaces et soutenir le changement démocratique en RD Congo

Par Sasha Lezhnev et John Prendergast
Septembre 2017

Résumé

Près de neuf mois après avoir signé un accord politique visant à inaugurer une transition démocratique majeure dans la République démocratique du Congo (RDC), la contestation de l'accord par le président Joseph Kabila risque d'exposer le pays à un fort regain de violence. Elle met également en péril la stabilité de la région et risque d'interrompre la fourniture de minéraux d'importance stratégique pour la sécurité nationale des Etats-Unis, et pour les industriels américains et autres fabricants et producteurs à l'échelle mondiale.

La tentative de Kabila de rester au pouvoir à tout prix est en train de faire basculer la RDC du statut de démocratie fragile à celui de dictature. Elle a déjà déclenché une répression importante et a été à l'origine de conflits armés dans la région du Kasai où 1,4 millions de personnes ont été déplacées, et toutes les entreprises américaines de premier plan avec des investissements directs en RDC ont fui le pays. Les troubles et l'agitation qui s'aggravent dans plusieurs régions du pays pourraient également atteindre la province riche en minerais du Katanga, qui abrite 50 à 60 % des réserves mondiales de cobalt¹, présentant une menace de poids pour les secteurs américains de la défense, de l'automobile et de l'électronique.

Une stratégie bien plus vigoureuse est nécessaire pour prévenir un désastre aux conséquences bien plus graves sur la sécurité nationale des États-Unis et sur la stabilité de la région, et pour aider la RDC à s'acheminer vers une transition démocratique. Au cours de l'année passé, la communauté internationale ainsi que l'opposition et la société civile de la RDC ont déployé les premiers éléments d'une stratégie de pressions et de négociations, indispensable pour favoriser une transition. Toutefois, ces mesures sont encore loin d'être appliquées au niveau requis pour influencer suffisamment sur les calculs du président Kabila et de son entourage proche et les inciter à se diriger vers la mise en place d'élections crédibles. S'il existe bien une pression internationale, elle est trop individualisée et ponctuelle, et manque sa cible qui devrait être de faire pression sur le régime à son point le plus vulnérable : le système financier international dont Kabila et ses associés dépendent fortement pour déplacer l'argent.

1 [The Enough Project](http://TheEnoughProject.org) • enoughproject.org

Une initiative de médiation menée par des évêques catholiques de la RDC est parvenue à faire signer l'accord du 31 décembre 2016, mais elle a échoué par la suite en raison d'un manque de pression suivie pour forcer le régime de Kabila à le mettre en œuvre et parce que la société civile avait été écartée du processus. Une nouvelle initiative de médiation inclusive menée par des africains sera nécessaire après avoir intensifié les pressions.

Ce coup de force par le président Kabila et ses collaborateurs de la RDC et internationaux est motivé par leur désir de ne pas céder l'immunité et le contrôle sur les richesses en ressources naturelles estimées à 24 billions de dollars² que l'autorité de l'État leur octroie. Ils veulent continuer de profiter de la kleptocratie violente dont ils ont héritée et qu'ils ont perfectionnée au cours des 16 dernières années, par un système dans lequel les réseaux dirigeants et leurs partenaires commerciaux détournent l'État à leur propre avantage et font usage de violences pour asseoir leurs profits et se maintenir au pouvoir³. La situation est devenue encore plus explosive avec les efforts de Kabila pour réprimer et diviser l'opposition et la société civile, et tout dialogue a cessé entre le gouvernement et l'opposition. L'Angola et l'Ouganda voisins sont très préoccupés par le manque de contrôle de la situation par Kabila, et le gendre du président angolais José Eduardo dos Santos, Sindika Dokolo, a lancé une campagne pour inciter le peuple congolais à se battre pour la démocratie, et a apporté son soutien à un manifeste réunissant la société civile et l'opposition de la RDC, publié en août et appelant au « rétablissement de l'ordre constitutionnel »⁴. Dans un pays submergé par les armes, l'explosion des conflits locaux, la colère des politiciens et de la jeunesse et l'inquiétude grandissante des pays voisins aggravent les risques d'une intensification de la violence à moins qu'une transition inclusive n'ait lieu.

Une stratégie efficace pour ramener la RDC du bord du précipice doit être centrée sur la réalisation d'une transition démocratique pour commencer à rompre le cycle de l'État violent et corrompu tout en incitant à mettre en place des réformes structurelles majeures et des mesures immédiates d'apaisement des conflits dans la région du Kasai et l'est du pays. Il n'est pas encore dans l'intérêt du pays de poursuivre une transition au vu des profits considérables engrangés par la famille Kabila et leurs partenaires commerciaux malgré la crise économique⁵, de la main de fer avec laquelle Kabila contrôle les services de sécurité, et de la faiblesse actuelle de l'opposition. Une augmentation significative des pressions économiques et diplomatiques exercées sur le régime et ses partenaires est à privilégier en premier, faute de quoi tout dialogue sera stérile. La communauté internationale, les États de la région et le secteur privé doivent s'engager sur quatre voies pour soutenir les efforts du peuple congolais :

1. **Faire usage de pressions financières pour modifier les calculs de rentabilité du régime de Kabila** en attente d'une transition démocratique. Les États-Unis et les pays européens doivent promulguer une série de mesures croissantes de lutte contre le blanchiment d'argent et des sanctions ciblées contre les réseaux des hauts membres du régime et des sociétés qu'ils contrôlent. Les sanctions des États-Unis et de l'Union européenne ont conduit à la signature de l'accord du 31 décembre, mais la pression doit être dirigée sur des cibles plus importantes susceptibles d'influer sur l'opinion de Kabila : conseillers financiers, membres de la famille Kabila, leurs sociétés et opérations bancaires clés. Leur dépendance au dollar américain, à l'euro et aux banques internationales procure un levier de poids aux États-Unis et à l'Europe. L'objectif des pressions serait de mener à une avancée majeure vers la transition.
2. **Soutenir des négociations visant à mener à des élections libres et honnêtes, sous certaines conditions, dès que les pressions se seront intensifiées.** Des négociations seront vraisemblablement nécessaires pour éviter un regain de violence et pour que le gouvernement,

2 The Enough Project • enoughproject.org

Pression Stratégique: Un Plan Directeur pour répondre à de nouvelles menaces et soutenir le changement démocratique en RD Congo

l'opposition et la société civile élaborent un plan pour la conduite d'élections et d'une transition politique conformément à l'accord du 31 décembre et/ou le manifeste récent de la société civile, et où il est admis que Kabila devra quitter ses fonctions avant les élections. Un médiateur africain indépendant digne de confiance aux yeux de toutes les parties concernées devra être nommé pour aider à négocier un plan de transition circonscrit dans le temps, avec le soutien de l'Angola et des pays voisins. Des groupes de la société civile doivent être inclus dans les discussions, et les États-Unis et l'ONU devraient étendre les services juridiques et renforcer la protection physique de la société civile. Des élections crédibles doivent avoir lieu le plus tôt possible.

3. **Promulguer des mesures ciblées à bas coût pour aider à résoudre les conflits au Kasai et dans l'est du pays.** Ces mesures doivent comprendre des initiatives visant à interrompre le commerce de l'or qui alimente les conflits par le biais de sanctions ciblées à l'encontre des réseaux de contrebande de l'or qui financent les conflits au Congo et dans les pays voisins, ainsi qu'à soutenir des mesures de responsabilisation et des enquêtes dans la région du Kasai.
4. **Combattre la corruption** en faisant pression en faveur de réformes pour la transparence des sociétés minières appartenant à l'État. Les États-Unis et l'Union européenne doivent faire usage de pressions financières jusqu'à ce que des audits indépendants de la société minière appartenant à l'État, Gécamines, soient conduits et publiés. Les entreprises de technologie et d'exploitation minière, qui travaillent indirectement avec Gécamines, devraient également faire pression sur le régime. Cela est lié directement au borbier électoral, puisque ces sociétés sont au cœur du montage mis en place par les proches de Kabila pour générer des richesses illicites et la raison pour laquelle ils veulent rester au pouvoir.

Cette stratégie soutiendrait sans réserve le plaidoyer courageux de la société civile congolaise pour une transition démocratique — par exemple, 195 groupes de défense des droits de l'homme et autres groupes de la société civile ont récemment appelé à l'application de sanctions plus sévères contre le régime⁶. Comme une activiste de premier plan de la société civile congolaise l'a dit à Enough, « Avec toutes les preuves qui ont été mises au jour [dans des rapports et des articles récents], pourquoi les États-Unis et l'Union européenne ne ciblent-ils pas Zoe Kabila ou Jaynet Kabila pour envoyer un signal fort à Joseph Kabila lui signifiant qu'il doit cesser de se contredire et respecter pour une fois au cours de son mandat un accord comme celui de décembre 2016⁷ ? »

Le secteur privé a également un rôle majeur à jouer. Cela concerne les sociétés américaines et les autres sociétés internationales des secteurs de l'électronique, la joaillerie et l'automobile, qui utilisent des minerais de la RDC, ainsi que les banques multinationales qui assurent le financement de projets dans le pays ou agissent comme des correspondants bancaires pour des transactions en dollars liées à la RDC. Il est dans l'intérêt de ces sociétés d'éviter de tremper dans le blanchiment d'argent ou de s'approvisionner en minerais qui alimentent les conflits, et d'aider à prévenir une crise violente qui compliquerait encore les échanges commerciaux avec le Congo. Le secteur privé peut et doit couper les ponts avec les comptes de correspondants bancaires corrompus, créer de la demande pour l'or du Congo qui ne finance pas de conflits, et faire pression sur le gouvernement de la RDC pour rendre les sociétés minières appartenant à l'État plus transparentes. Le gouvernement américain et l'Union européenne doivent mobiliser les entreprises sur ces questions.

3 The Enough Project • enoughproject.org

Pression Stratégique: Un Plan Directeur pour répondre à de nouvelles menaces et soutenir le changement démocratique en RD Congo

Quatre développements clés survenus en RDC rendent le déploiement de cette stratégie des plus opportuns : 1) l'accord du 31 décembre signé par le gouvernement et l'opposition offre une feuille de route et des repères clairs pour la conduite d'une transition démocratique ; 2) il y a désormais un quasi-consensus au sein de la communauté internationale et en RDC quant au fait que le régime de Kabila contrecarre l'avènement de la démocratie et la stabilité, et l'Angola et plusieurs anciens chefs d'État africains se sont joints à ce consensus ; 3) d'autres leviers financiers importants susceptibles d'influencer le processus n'ont pas encore été utilisés, et les dirigeants et les partenaires commerciaux du régime pourraient ne plus avoir accès au système bancaire mondial si ces pressions financières étaient appliquées par les gouvernements et les banques ; 4) la puissante Église catholique de la RDC, qui a aidé à négocier l'accord du 31 décembre, appelle maintenant la population à se lever contre le régime⁸, tandis que la société civile prodémocratique congolaise redouble d'activisme. Cela signifie qu'il y a un nouvel espace pour la résistance démocratique au régime, étant donné qu'un grand nombre de congolais se tenaient en position d'attente pendant que les évêques négociaient, et que le gouvernement peut s'attendre à subir d'autres pressions internes.

¹ Relèvement géologique américain, « Cobalt », janvier 2017, disponible sur <https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/cobalt/mcs-2017-cobal.pdf> (dernier accès, août 2017).

² UN News, « RDC : l'ONU conseille une utilisation prudente des ressources abondantes pour stimuler le développement », 10 octobre 2011, disponible sur <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=39986> (dernier accès, août 2017).

³ Pour une analyse plus détaillée de ce système, voir Sasha Lezhnev, « A Criminal State: Understanding and Countering Institutionalized Corruption and Violence in the Democratic Republic of Congo », (Washington : The Enough Project, octobre 2016), disponible sur <https://enoughproject.org/reports/criminal-state-understanding-and-countering-institutionalized-corruption-and-violence-democr>.

⁴ L'opposition et la société civile, y compris la CENCO, ont lancé ensemble le Manifeste des citoyens congolais le 13 août 2017. Voir « Les Congolais debout ! » « Lire le manifeste du citoyen angolais », août 2017, disponible sur <https://lescongolaisdebout.com/lire-le-manifeste-du-citoyen-congolais> (dernier accès, août 2017) ; et Ida Sawyer « Le “Manifeste du citoyen congolais” appelle à une transition sans Kabila », blog de l'ONG Human Rights Watch « La République démocratique du Congo en crise », 18 août 2017, disponible sur <https://www.hrw.org/blog-feed/democratic-republic-congo-crisis>.

⁵ La famille Kabila à elle seule contrôle plus de 80 sociétés dans les secteurs de l'exploitation minière, du BTP, de l'agriculture, et bien d'autres encore, à l'échelle du Congo et de la région. Voir Congo Research Group, « All the President's Wealth: The Kabila Family Business », juillet 2017, disponible sur <http://congoresearchgroup.org/all-the-presidents-wealth/>.

⁶ Sauti Ya Congo, « RDC : 195 organisations de la société civile congolaise accueillent positivement les sanctions individuelles imposées par l'Union européenne et les États-Unis », 8 juin 2017, disponible sur <http://www.sautiyacongo.org/drc-195-congolese-civil-society-organisations-welcome-the-individual-sanctions-imposed-by-the-european-union-and-the-united-states/>.

⁷ Entretien avec un dirigeant de la société civile congolaise, RDC, 1^{er} août 2017.

⁸ Quarante-neuf évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) ont déclaré que le Congo « allait très mal » et ont appelé les congolais à « résister » et à « prendre [leur] destin dans [leurs] propres mains ». Voir Ida Sawyer, « Des évêques catholiques appellent les congolais à “résister” », blog de l'ONG Human Rights Watch, 26 juin 2017, disponible sur <https://www.hrw.org/blog-feed/democratic-republic-congo-crisis#blog-305775>.